

Exercice de style...

Prenez un sujet d'actualité fort, enlevez tout enjeu électoral, financier ou de pouvoir, rajoutez un ou deux gentils provocateurs, quelques agitateurs d'idées reconnus d'horizons très variés qui pensent évidemment tous différent sur le thème en question, mettez-les dans un grand amphithéâtre, mélangez le tout pendant une bonne journée et vous obtiendrez de vrais débats.

Le Forum des entrepreneurs a été, si l'on en croit la presse et les participants, un succès. Mais au-delà de la question posée «Faut-il repenser la croissance?», certes opportune, de la qualité des intervenants, rare, le succès de ce genre de manifestation ne tient-il pas à autre chose?

Car des questions utiles, des intervenants de qualité, les plateaux de télévision en regorgent tous les jours. Malgré cela, force est de constater que le discours «lucarné» manque parfois de mordant, de sincérité. Les discours convenus se succèdent sans se «confronter».

L'ambiance du politiquement correct, du look de circonstance, du poil médiatique bien brosse, de la langue de bois pieusement orchestrée où chacun joue son rôle, le cerveau gauche rivé sur l'audimat et le droit sur son coach, finit par castrer tout envie de débat d'idée.

Le 8 septembre, point de tout cela. Le pugilat du fond a bien eu lieu et personne n'a confondu les salles d'Euromed Marseille avec une tribune politique, syndicale, commerciale ou personnelle. Certes, comment ne pas admirer la performance intellectuelle d'un Alexandre Adler, l'esprit d'un Cohn Bendit, la propension acérée d'un Julliard à agacer le patron de Pme moyen, et a fortiori la présidente du Medef, ou encore l'«à-propos» d'un Mailly quand on parle de pouvoir d'achat.

Mais le vrai «génie» de ces idéologues aiguisés a été davantage de laisser libre cours à leurs passions et à leurs convictions sans faux semblant qu'à leur talent propre. Liberté de penser, liberté de dire, liberté d'écouter. C'est vrai que l'on nous en offre de moins en moins l'occasion. Le Forum est donc une parenthèse, avec ce côté parfois un peu artificiel des idées pour les idées, sans tabou ni retenue.

Une liberté gratuite peut être aussi parce qu'il n'en restera probablement rien de bien concret, sinon cette envie de recommencer en rêvant que cela, qui sait, fasse bouger les lignes.

T.D. ▶

“Faut-il repenser la croissance?”



PHOTOS: LIONEL BITTAU

D rôle de question pour des patrons plutôt habitués à en faire «coûte que coûte» sans se poser trop de questions justement. Pourquoi la repenser d'ailleurs? Tout ne tournerait pas aussi rond qu'on ne le pense? Et puis, est-ce bien aux entrepreneurs de poser le problème? N'est-ce pas le travail des Ong, des associations, des politiques?

Seulement voilà, depuis quelques années les patrons se sont invités dans ces débats de société dont ils avaient été ou s'étaient eux même exclus, sciemment ou pas.

La croissance était donc en question au dernier Forum des entrepreneurs qui a réuni plus de 1200 personnes à Euromed Marseille Ecole de Management. Le problème interpelle tout le monde. A chacun une réponse différente. Pas besoin d'être un savant économiste pour constater que la croissance n'est pas répartie de façon homogène en France, comme sur le reste de la planète.

Un habitant de la terre sur trois vit avec moins de deux dollars par jour... et on compte plus de 65 000 Rmistes dans le seul département

des Bouches-du-Rhône. Peut-on s'en satisfaire et invoquer la fatalité? Moralement, sûrement pas. Economiquement et politiquement, non plus. Le plus cynique des observateurs se doute que la mondialisation aidant, des clivages aussi flagrants n'auront à terme que de sinistres conséquences et qu'il faut anticiper pour en limiter les effets.

Même les adeptes du consensus de Washington ont fait amende honorable, ceux-là même qui prônaient il y a peu que la loi du marché réglerait tout, y compris au Moyen Orient. Les avertissements d'Alexandre Adler sont clairs. «Face à l'impuissance des organisations internationales, les nébuleuses terroristes qu'on le veuille ou non nous contraindront à envisager différemment nos relations économiques avec le monde arabe et l'islam.

L'avenir de la planète et de l'énergie se joue dans le golfe persique et la

“Profit et épanouissement humain, mondialisation et préservation de l'environnement, stratégie des dirigeants et intérêts de leurs salariés, ne sont évidemment pas contradictoires. Mais le dire ne suffit plus.”

Chine s'y installe à l'insu de tout le monde ou presque».

Depuis que l'on sait que «le socialisme est fini», si l'on en croit Daniel Cohn Bendit, et que le libéralisme est la seule idéologie en marche, comment dès lors harmoniser ces échanges indispensables et limiter les précarités, réduire les déséquilibres dans l'intérêt bien compris de l'économie de marché?

Faut-il, comme le suggère «Dany le rouge» devenu vert et converti au libéralisme éclairé, demander à la Chine et aux pays émergents de

signer et de respecter les conventions internationales sur le travail et sur l'environnement pour continuer à jouer les usines du monde?

Faut-il, comme le propose Stéphane Brousse, réinventer la participation dans les entreprises?

Le mythe de l'égalitarisme ayant enfin fait long feu, tout le monde, c'est le cas de le dire, veut voir l'émergence de nouvelles règles qui pour une fois ne devront pas se transformer en contraintes pour ceux qui créent de la croissance.

Profit et épanouissement humain, mondialisation et préservation de l'environnement, stratégie des dirigeants et intérêts de leurs salariés, ne sont évidemment pas contradictoires.

Mais le dire ne suffit plus. Laurence Parisot l'a bien compris, lorsqu'elle se déclare prête à négocier sur la sécurisation du parcours professionnel... à condition de repenser l'esprit même de la législation du travail.

THIERRY DEBAILLE ▶

Thierry Coste

cabinet Lobbying & Stratégies

“Il faut accepter la concertation très en amont !”

Son rôle : utiliser le renseignement pour mieux exercer son métier de lobbying. Thierry Coste se définit comme un professionnel de l'influence.



insiste-t-il, puis il s'est intéressé à l'écologie et au développement régional. «Il n'y a rien de pire que de penser la même chose. Je passe donc

mon temps à conseiller les hommes politiques et à infiltrer les groupes de pression».

Dire qu'il tire sur tout ce qui bouge reste un euphémisme. Cet iconoclaste, lobbyiste depuis plus d'une décennie de la Fédération nationale des chasseurs, assume les fonctions de secrétaire général du Comité Guillaume Tell rassemblant les deux millions d'utilisateurs légaux d'armes à feu.

Son action au quotidien reste cependant la plus pacifiste possible : «Le lobby n'est pas une idéologie, mais doit permettre de négocier. Pour avoir un compromis, il faut accepter la concertation très en amont, accepter la culture du rapport de force tout en l'évitant».

FREDERIC DUBESSY

«Le vrai pouvoir d'un lobby». Thierry Coste, Editions Bourin.

Il a dit dit



“Pour avoir un compromis, il faut accepter la concertation très en amont, accepter la culture du rapport de force tout en l'évitant.”

Bernard Vivier

directeur de l'Institut supérieur du travail

“Les syndicats peuvent-ils empêcher le naufrage du Titanic ?”

Le réchauffement de la planète, la raréfaction annoncée du pétrole et du gaz, sont-ils pris en compte par les syndicats de salariés dans leurs revendications et leurs actions ?

A cette question, Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail, répond par la négative.

«Les syndicats restent dans une logique de confrontation traditionnelle avec l'employeur. Ils n'ont pas encore intégré la dimension du consommateur ou du citoyen. Ils se font débordés par les associations et les Ong de type Greenpeace ou Attac. Cette situation est préoccupante, parce qu'elle aboutit à une fragmentation de la représentation sociale et un traitement des problèmes en petits morceaux. L'autre inconvénient réside dans les méthodes des Ong. Ce sont des méthodes de contestation, pas de négociation. Résultat : on rentre à nouveau dans le 19^e siècle, avec une mise en accusation

systématique du producteur.» Il s'inquiète au passage d'une baisse du taux de syndicalisation. «Aujourd'hui, le besoin d'organisation collective se déplace vers les Ong».

Il conclut : «Les choses ne sont pas figées. Les syndicats sont appelés à bouger pour répondre à la demande des salariés. Ils peuvent utiliser les structures de représentation internes à l'entreprise, les négociations de branche et aussi s'organiser à l'international. C'est ce qu'ils feront à Vienne le 1^{er} novembre prochain, en créant une intersyndicale qui s'ouvrira à des problèmes globaux comme la protection de l'environnement et de la planète».

DOMINIQUE FONSEQUE-NATHAN

Il a dit dit



“En France, le consensus social est considéré comme un gros mot. On est dans une culture de relations sociales qui est celle de la barricade. On est marqué par l'idée que, ce que l'on obtient, on l'obtient contre.”

Eric Julien

fondateur de Tchendukua-Ici et Ailleurs

“Il faut réinventer ce que nous voulons faire ensemble”

“Il faudrait qu'on puisse décider de prendre le temps.” Eric Julien, consultant en stratégie d'entreprise et fondateur de l'association Tchendukua-Ici et Ailleurs qui accompagne les indiens Kogis d'Amérique du Sud, nourrit sa pratique professionnelle de ses périples dans la forêt amazonienne.



«Faites l'expérience, elle fonctionne à chaque fois : vous êtes dans le Tgy de 6 h du matin, vous allez au bar et au lieu de vous faire servir un café que vous prendrez tout seul, vous en commandez six et vous amenez le plateau à des gens assis pas loin qui discutent. Il est impossible de leur offrir le café. Tous vont refuser. La notion de gratuité est bannie de notre quotidien.»

Embarqués dans la spirale du temps, au bord de l'explosion, rongés par le stress, nous devrions, selon Eric Julien, «réinventer ce que nous voulons faire ensemble». Nos sociétés ont investi dans la transformation des matières premières. «Cela a donné certains résultats». Dans les sociétés primitives, en revanche, les individus «passent leur temps à tenter d'être sereins ensemble. Ils sont en permanence à la recherche d'un équilibre. Je ne pense

pas que ce soit une attitude archaïque».

Face à ces sociétés qui savent vivre ensemble, qui sont «pauvres, mais pas misérables», il nous faudrait apprendre à «mettre de la légèreté dans les situations graves» pour pouvoir inventer une «modernité écologique, une éco-modernité». Ce pourrait être la clé qui nous permette de canaliser l'immense énergie que pour l'instant nous nous contentons de disperser.

JACQUES GRENIER

Il a dit dit



“Dans les sociétés primitives, les individus passent leur temps à tenter d'être sereins ensemble. Je ne pense pas que ce soit une attitude archaïque.”

Alain Grandjean

membre du Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot

“Le réchauffement climatique sera l'enjeu majeur de demain”

Alain Grandjean est polytechnicien, consultant auprès de dirigeants d'entreprises et membre du Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot.

Le changement climatique est pour lui «un élément majeur pour la planète, que les chefs d'entreprise ne peuvent pas ignorer». Que peuvent-ils faire ? «Tout le monde peut faire quelque chose. Il suffit de faire un «bilan carbone» de ses activités, et de faire en sorte de réduire ses propres émissions de gaz à effet de serre. L'action individuelle se retrouve au niveau global. C'est comme un bulletin de vote.» Le sort étant toujours ironique, c'est la pénurie de pétrole à

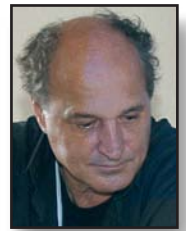


venir qui pourrait nous sortir du réchauffement climatique. «Une très grosse partie de la production des gaz à effet de serre, phénomène responsable du réchauffement de la planète, est engendrée par l'emploi du pétrole comme carburant».

Et une fois de plus, ce qui est en jeu, c'est notre capacité à anticiper. «On a tout intérêt à se préparer à cette pénurie. Aussi bien mentalement que du point de vue technologique. Si on réagit dans l'urgence au dernier moment, on a toutes les chances de se payer en plus une bonne crise économique. Voyez 1973. L'anticipation, à l'inverse, pourrait créer du business».

Pour autant, Alain Grandjean n'est pas un angéliste. «Je ne crois absolument pas aux bonnes paroles. Il faudrait que les pouvoirs publics instaurent une fiscalité spécifique. Tant que les gens ne sont pas touchés au portefeuille, ils ne bougent pas». Taxer ? «C'est obligé !»

JACQUES GRENIER

Trois questions à Richard Martin, directeur du théâtre Toursky

PROFESSION DU SUD-EST : Homme de théâtre et homme de gauche militant, quelle est votre réaction au fait d'être invité au Forum des entrepreneurs ?

RICHARD MARTIN : De la surprise d'abord ! C'est le résultat d'une rencontre avec Stéphan Brousse, qui tient un discours novateur. Tout seul je ne me serais sans doute pas rapproché de ce monde, j'avais des œillères... Je me suis donc posé des questions. J'ai rencontré ici certaines personnes ayant des résonances plus proches de ma sensibilité qu'avec ceux... de ma propre sensibilité de gauche.

PSE : A votre avis, pourquoi les propositions de réformes sont-elles le plus souvent accompagnées d'une levée de boucliers qui fait reculer ceux qui les ont formulées ?

R.M. : D'abord la rue fait partie de la démocratie. Car c'est justement la démocratie de s'exprimer ! Je ne vois pas en quoi on la baffoue en manifestant. Si l'on prend l'exemple du Cpe, on n'a rien expliqué aux jeunes, on ne s'est pas soucié d'eux. On traite les gens avec dédain, indifférence et manque de projets. Du coup, il n'y a plus aucune confiance et sans elle rien n'est possible.

PSE : Comment trouver une forme de partenariat jouable dans le contexte actuel de globalisation de l'économie ?

R.M. : Il faudrait faire changer la classe politique afin qu'elle ait le sens du projet et que la population soit intéressée et partie prenante. Comment rétablir la confiance ? Avec la force de l'exemple. Que les politiques redeviennent crédibles, qu'il y ait de réels débats à l'Assemblée qui n'est là que pour entériner. On va dans le mur en se battant seulement pour le gain, pour une pure fiction sociale. Il faut un projet. On a besoin d'un Jaurès !

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-ODILE HELME

Françoise Holder

administratrice du groupe Holder

“Les citoyens ont besoin d’une vision”

Pour la représentante des Boulangeries Paul, «premier boulanger de France» invitée de l’atelier «La rue prime-t-elle la démocratie ?», la peur de lendemains aux contours flous favorise la répétition des mouvements sociaux.



traîne pas l’adhésion. La rue n’est que l’émanation de ses incompétences. Les blocages proviennent de la peur du lendemain et du manque d’explication. Sur le Cpe, saucissonner le marché de l’emploi par tranche d’âge n’avait pas de sens. Mais en retirant le texte, le pouvoir a donné l’impression que c’est la rue qui gouverne alors qu’elle ne devrait que l’influencer. Je défends pour ma part un libéralisme à visage humain et encadré. Les stock-options ne concernent qu’une infime minorité des 2 millions de dirigeants, même si c’est de celle-là que les médias parlent le plus. Aujourd’hui, il n’y a plus besoin de surprotéger les salariés par rapport aux dirigeants, parce que dans les petites entreprises leurs intérêts ne sont plus aussi divergents qu’au siècle dernier. Il est possible de trouver un équilibre gagnant-gagnant. Mais osons sortir de nos peurs et instaurer la voie d’un nouveau dialogue !»

J-C BARLA ▶

«Pour comprendre pourquoi les citoyens descendent dans la rue contre l’Etat, il faut regarder ce qui se passe dans une famille ou une entreprise. Des parents, dans l’éducation de leur enfant, essaient d’appliquer certains principes pour l’aider à grandir, à mûrir, lui offrir des repères. Un dirigeant d’entreprise, dans la conduite de sa société, suit aussi des règles pour la développer et atteindre son but. Mais il n’est pas seul : ses salariés diffuseront une bonne image de leur entreprise à l’extérieur s’ils s’y sentent considérés à l’intérieur. Or, en France, plus personne n’a l’impression que l’Etat suit une trajectoire. Un mauvais chef n’en-

Elle a dit dit



“En France, plus personne n’a l’impression que l’Etat suit une trajectoire. Un mauvais chef n’entraîne pas l’adhésion. La rue n’est que l’émanation de ses incompétences.”

Pierre Zimmer

conseil en communication

“Mes trois conditions au changement”

Intervenant sur l’atelier «La rue prime-t-elle la démocratie ?», Pierre Zimmer, ex-journaliste, vient de publier un livre intitulé «Surtout, ne changez rien !» où il aborde sous l’angle de l’humour les blocages «à la française».



ment un emploi maintenant. La crise des banlieues, non plus, n’a amené aucune évolution. Il semble que dans notre pays, il ne faille toucher à rien : la sécu, le foulard, le code du travail, le camembert ou le festival de Cannes. Pour ma part, je vois trois conditions au changement. D’abord, afficher un projet à long terme au lieu de faire du court-termisme. Ensuite, faire preuve d’un peu de courage, en politique, dans les entreprises... et oser affirmer que, dans chaque évolution, tout le monde ne peut pas être gagnant. Enfin, avoir un peu d’imagination, d’utopie, de rêve. La France est un pays triste, morose, alors qu’elle possède une formidable capacité d’adaptation aux ruptures de notre monde : économiques, technologiques, sociales... Nous devrions en fait nous demander pourquoi notre pays ne va pas plus mal, puisque nous savons très bien ce que nous pourrions perdre.»

J-C.B ▶

«Personne n’a envie de changer, sauf sous la contrainte. En France, il est très difficile de faire bouger les choses... d’autant plus que ce n’est pas un pays de concertation. Descendre dans la rue apparaît donc comme une expression de la démocratie, surtout lorsque les gens se sentent humiliés. Je doute qu’ils manifestent contre la fusion Gdf-Suez, parce que cette question ne les concerne pas directement, contrairement à l’exemple du Cpe où la jeunesse s’est sentie stigmatisée. Mais dans ce cas, n’y-a-t-il pas eu victoire à la Pyrrhus ? Qu’est-ce que les jeunes ont véritablement gagné ? Les moins de 25 ans ne trouvent pas plus facile-

Bruno Julliard

président de l’Unef

Débattre pour trouver des solutions aux problèmes des jeunes

«Quand j’ai reçu l’invitation du Forum des entrepreneurs des Bouches-du-Rhône, je n’ai pas hésité une seconde à répondre positivement».

Bruno Julliard, le président de l’Unef (Union nationale des étudiants de France) n’a donc pas eu d’état d’âme quand il s’est agit de se confronter au monde économique et ce, pour deux raisons.

«Je ne suis pas de ceux qui ont crié victoire après l’abandon du Cpe. Nous sommes retournés à la case départ et les étudiants sont toujours confrontés aux mêmes problèmes d’emploi, de précarité, de logement». Pour résoudre ces problèmes de fond, le jeune syndicaliste croit au dialogue avec les entrepreneurs. «Les réponses aux problèmes d’emploi des jeunes ne peuvent se trouver qu’avec le patronat. D’une façon plus générale, il n’y a plus réellement de dialogue social en France où en tout cas il a une

très mauvaise image. Nous, étudiants, nous avons envie de le faire vivre et cela ne peut se faire que dans le cadre du débat, voire de la confrontation».

Parmi les thèmes qu’il aimerait évoquer avec les représentants patronaux : celui de la représentation des jeunes salariés. «Les jeunes salariés sont très peu représentés au sein des entreprises. C’est un problème dont j’ai pris conscience lors de la crise du Cpe. Depuis, l’Unef réfléchit à des dispositifs permettant d’améliorer cette situation, en créant par exemple des délégués



du personnel spécifiques. C’est une piste, mais c’est typiquement le genre d’avancée qui ne peut être mise en œuvre qu’avec l’accord des chefs d’entreprise. C’est parce que je crois à la démocratie et à la négociation qu’il me semble important d’avoir des occasions de débattre comme ce Forum».

SYLVIE MARTIN ▶

Il a dit dit



“Les réponses aux problèmes d’emploi des jeunes ne peuvent se trouver qu’avec le patronat.”



Jean-Claude Mailly

secrétaire général de Force Ouvrière

“Osons débattre de l’économie et de ses finalités”



«Ma présence dans une manifestation de chefs d’entreprise peut surprendre. Mais j’estime qu’elle fait partie du débat démocratique.»

Nous ne sommes pas dans le cadre de négociations, ni d’un congrès... mais dans celui d’une journée de réflexion».

Pour Jean-Claude Mailly, l’ouverture est nécessaire et elle doit partir des organisations elles-mêmes. «Je ne veux pas moins d’Etat. Mais je pense que les organisations syndicales n’ont pas besoin de l’Etat pour se saisir des problèmes, même si les sujets dérangent. Je ne crois pas aux grosses usines à gaz pour réformer le dialogue social, comme le propose le gouvernement

actuel. Il faut au contraire simplifier les rapports entre partenaires sociaux et rendre les débats plus libres».

Le secrétaire général de Fo se réjouit d’ailleurs des relations «directes, franches et respectueuses» qu’il entretient avec la présidente du Medef, Laurence Parisot.

Au-delà des dossiers, Jean-Claude Mailly estime que la confrontation des idées doit porter sur le fond. «Dans les années 80, on disait que l’entreprise constituait un modèle de société.

Aujourd’hui, elle n’est plus perçue comme telle. Les salariés la ressentent comme un lieu d’insécurité, procédant selon la seule logique financière, et estiment que leurs conditions de travail se dégradent. La logique économique est-elle simplement celle du profit ou celle de l’épanouissement humain ? C’est en débattant sur le fond de ces sujets que nous pourrions surmonter la divergence de nos intérêts».

SYLVIE MARTIN ▶

Il a dit dit



“La logique économique est-elle simplement celle du profit ou celle de l’épanouissement humain ?”

Le monde en 2020 selon Alexandre Adler, Editorialiste



Le spécialiste des questions de géopolitique internationale ne joue pas à Madame Soleil pour prévoir le monde en 2020. Il prolonge les courbes du présent en faisant l'impasse sur l'imprévisible, accidents géopolitiques ou géo climatiques (inversion du Gulf Stream par exemple). S'il est quasiment certain que l'Inde sera une puissance économique, Alexandre Adler est plus mesuré en ce qui concerne la Chine.

«Ce pourrait être la première économie du monde, à condition que l'autoritarisme de ses dirigeants n'entraîne pas une révolte des classes moyennes qui s'allieraient avec Taïwan et ouvrirait une période de crise».

Il ajoute : «La nouvelle, c'est l'alliance avec le Pakistan où la Chine construit un oléoduc traversant l'Himalaya et son entrée en Arabie Saoudite à la place

des américains. Pour la première fois, elle sera impliquée en dehors de ses frontières et pourrait se heurter aux Etats-Unis. L'ère post-Bush devrait être celle d'un recentrage des Usa vers le continent américain où ils se sentent menacés. Ils ne seront plus une puissance hégémonique».

Pour l'Europe, le politologue imagine deux modèles : le modèle Suisse vieillissant et le schéma d'une Europe dynamique qui reposerait sur une alliance des pays fondateurs, parlant d'une même voix, interdépendante de la Russie et de la Turquie, et autonome sur le plan énergétique. Pour lui, la grande inconnue repose sur le Moyen-Orient. «De l'apocalypse à la paix, tout est possible».

Seule certitude, «le monde entier va s'intéresser aux réserves pétrolières du Golfe Persique. Dans un contexte d'alliance entre l'Arabie Saoudite et de la Chine, l'Iran assagi (après quelques turbulences) pourrait jouer un rôle de grande puissance régulatrice».

Il conclut en affirmant que la transition d'un monde du tout pétrole vers un monde de prolifération nucléaire est certaine et que par conséquent, «l'histoire est loin d'être finie».

DOMINIQUE FONSEQUE-NATHAN

Il a dit dit



**«De l'apocalypse à la paix, tout est possible.»
«Seule certitude, le monde entier va s'intéresser aux réserves pétrolières du Golfe Persique. Dans un contexte d'alliance entre l'Arabie Saoudite et de la Chine, l'Iran assagi (après quelques turbulences) pourrait jouer un rôle de grande puissance régulatrice.»**

La croissance, pour quoi faire ?

On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance» disait-on dans les années 70.

Aujourd'hui, certains considèrent même qu'elle ne sert à rien.

Et pour cause : plus la planète s'enrichit, plus les inégalités semblent se creuser. Alors que faire ?

Environ 2,5 milliards de personnes vivent sur cette planète avec 2 dollars par jour. Douce France, où chaque vache peut regarder passer, du haut de ses 3 dollars de subventions quotidiennes, ces prisonniers d'une croissance qui n'a jamais été aussi forte au plan mondial.

La richesse est là, mais suffit-il de la partager ? Dany le Rouge, aujourd'hui co-président du groupe des Verts au Parlement européen, n'y croit plus. «Il faut avoir le courage de clarifier les questions. Dire que l'on est anti libéral, ça ne veut rien dire : l'économie de marché est un fait. Le vrai débat est donc de savoir comment on l'organise et de quelle manière on met en cohérence économie, social et écologie. Le développement durable dit oui à une croissance qui ne remette pas en cause la possibilité de vivre sur cette planète» explique

Daniel Cohn Bendit dans sa contribution au grand débat de l'université d'Eté de l'Upe 13.

Comment trouver le chemin d'un capitalisme éclairé dans un monde qui dépend d'une ressource aussi instable que le pétrole ?

«Tout le monde adhère à ce constat, mais on attend une contrainte majeure, encore plus forte que celle de l'Irak, pour changer la donne. Car nos populations ne sont pas disposées à envisager un appauvrissement brutal, alors même que la généralisation du processus de révolution industrielle à l'échelle de la planète nous oblige dans l'immédiat à envisager que 80 % de la croissance seront financés par des hydrocarbures. La crise actuelle provient précisément de la réorganisation de la pensée énergétique – qui ne se fait pas – mais à laquelle on avait dû déjà faire face du temps de Roosevelt avec

l'avènement du projet Manhattan et du nucléaire» souligne Alexandre Adler, éditorialiste.

«S'appauvrir pendant que les autres s'enrichissent... jusqu'à quand ?» s'interroge cependant Laurence Parisot. «Nous avons des choix à faire. Par exemple, si rien n'est fait, notre endettement équivaldra à 100 % du Pib en 2014. Nous avons également à réformer un marché du travail qui ne fonctionne pas, alors que nous pouvons aller vers le plein emploi. Mais on ne pourra pas progresser en dehors d'une Europe qui a choisi la bonne stratégie : celle de la construction d'une économie de la connaissance, dont absolument personne ne parle en France».

Et pour cause : il faudrait proclamer la volonté de rester un pays riche, tout en intégrant des politiques et une éthique nouvelle.

H.T. D

LES PARTENAIRES DU FORUM

UPE UNION POUR LES ENTREPRISES DES BOUCHES DU RHÔNE
EUROMED MARSEILLE ECOLE DE MANAGEMENT
Germe Le réseau de progrès des managers
MARSEILLE PROVENCE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE
Adecco better work, better life
ag2r PRÉVOYANCE
PRÉmiance Complémentaire par excellence
GIPHISE ASSOCIATION JEUNESSE ET ENTREPRISES BOUCHES-DU-RHÔNE
BANQUE POPULAIRE PROVENÇALE ET CORSE
Lumiance
ALRIS Tout pour l'expo...
GRAND SUD AUTO - MOTO
UNICIL Des choix de vie pour l'avenir
Fuyricard CHOCOLATERIE CONFISERIE EN PROVENCE
Gaz de France
delta assurances Société de Courtage d'Assurances
OPCAREG FRANCE Provence Alpes Côte d'Azur
NEW HOTEL OF MARSEILLE
ParuVendu
CLUB D'AFFAIRES FRANÇO LLEMAND
edf entreprises
LAPHAL INDUSTRIES
TOTAL Raffinerie de Provence
Réservez sur www.RYANAIR.com VOLEZ MOINS CHER
GRUPE ONET
LA POSTE
ACTIF ROUTAGE Accompagne votre croissance
B.I. networks
URSSAF DES BOUCHES DU RHÔNE
XEROX Concessionnaire Premier Partner
PSE
COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'AIX-EN-PROVENCE
ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
CRCC D'AIX-EN-PROVENCE
RESSORT DES COURS D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE ET DE BASTIA
CONSEIL RÉGIONAL DE MARSEILLE - PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR - CORSE

Daniel Cohn-Bendit

co-président du groupe des Verts au Parlement européen

“Il faut mesurer la croissance avec de nouveaux critères”

Le leader de Mai 68, devenu en 2002 co-président du groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen, était l'invité du Forum des Entrepreneurs. Pse l'a rencontré sur des sujets qui lui tiennent à cœur : croissance, social, Europe, environnement et actualité politique. Fidèle à son image, il répond sans détours.



PHOTOS LIONEL BITTAU



la France se sent sûrement mal et traverse une crise d'identité. Pour répondre à ça, le simple taux du Pib ne dit rien ! Il existe une série d'indices immatériels tout aussi importants pour définir si un pays va bien ou non. Sans compter les critères de l'environnement. Vous pouvez avoir une croissance extraordinaire du Pib en Chine et être au bord de la rupture écologique ! Regardez la croissance américaine et les grandes crises climatiques des Usa.

PSE : Peut-on concilier croissance et respect de l'environnement ?

D.C-B. : On «doit» concilier croissance et environnement ! Les critères de responsabilité environnementale doivent entrer en ligne de compte dans une politique de développement durable, donc de croissance soutenable. Une explosion de croissance basée sur une énergie à production de Co₂ est néfaste. On peut toujours dire que les dégradations climatiques participent à la croissance... puisqu'il faut tout reconstruire. Idem après une guerre... mais le prix d'une guerre pour augmenter la croissance, c'est un peu dur.

PSE : Observateur de la France et de l'Allemagne, quelle est votre appréciation comparative sur le syndicalisme français et allemand ?

D.C-B. : Face à des réformes nécessaires, les deux syndicalismes ne doivent pas se cantonner à être une force de contestation, mais doivent devenir une force de propositions. Comment se muer en syndicalisme de «cogestion» en partant d'intérêts autres que l'évolution économique ? La différence, c'est que les syndicats plus ou moins unifiés d'Allemagne, même s'ils sont en crise, ont un poids politique social important. Le fait d'être dans les grands conseils

d'administration, etc. leur donne une vraie capacité d'intervention et de gestion. Le syndicalisme français, très divisé, est victime de ce qu'il dénonce : le marché, le libéralisme, la concurrence. La spirale de la sur-enchère complique la situation.

PSE : Après le coup de frein donné par le «Non» de la France à la Constitution européenne, quelle feuille de route est envisageable pour le proche avenir ?

D.C-B. : Ce que l'on pourrait faire est tellement simple que c'est utopique ! Le projet constitutionnel étant trop lourd, il faudrait à partir de ce texte formuler un traité fondamental d'une trentaine de pages (au lieu de 400) avec les valeurs principales communes des Européens, la définition institutionnelle du fonctionnement de cette Europe... Et le reste, c'est-à-dire les traités, relèverait du droit dérivé. Ce texte serait

soumis au vote référendaire européen et ratifié si une majorité de pays (60 %) se prononçait «Pour». Les Etats qui auraient dit «Non» devraient se prononcer une deuxième fois sur la question très simple de rester ou non dans l'Europe avec ce traité. Il faut sortir de l'impasse de l'unanimité ! Voyez en Allemagne, le texte de la Constitution allemande n'a pas été ratifié par la Bavière. Mais c'est une usine à gaz pour arriver à cette solution.

PSE : Vous soutenez la candidature de Ségolène Royal...

D.C-B. : Je crois que c'est la meilleure et la seule candidate à gauche capable de battre au deuxième tour Nicolas Sarkozy, qui prône une politique dangereuse pour la France. Les Français veulent une autre présidence et elle incarne ce besoin de nouveauté. Au premier tour, je soutiens Dominique Voynet.

Vous pouvez avoir une croissance extraordinaire du Pib en Chine et être au bord de la rupture écologique !

PSE : Que pensez-vous de l'interdiction sur le nucléaire que l'on veut imposer à l'Iran avec l'ambiguïté existante entre nucléaire civil et militaire ?

D.C-B. : Tant que le nucléaire civil est considéré comme légitime et juste par certains pays, on ne peut pas l'interdire à l'Iran. Tout le monde est ok ! Pourquoi l'Iran veut-il vraisemblablement aussi le nucléaire militaire ? La France peut répondre, car pourquoi après 1945 a-t-elle absolument voulu l'arme nucléaire ? Pour que plus jamais quelqu'un ne s'arroge le droit d'occuper son territoire. L'Iran a le même raisonnement après le putsch de la Cia en 1953 contre le Premier ministre Mossadeq qui nationalisa le pétrole, puis avec la tentative d'invasion de l'Iran par l'Irak qui a coûté près d'1 million de vies humaines aux Iraniens. Ils ont ce sentiment de «plus jamais ça» et le pouvoir totalitaire joue là-dessus. Il faut donc trouver un moyen de briser l'unité de cette société iranienne très critique face au pouvoir, mais solidaire sur ce problème national.

Les critères de responsabilité environnementale doivent entrer en ligne de compte dans une politique de développement durable, donc de croissance soutenable.

